

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 22 AVRIL 2012

LE CHANGEMENT C'EST MAINTENANT

MES 60 ENGAGEMENTS POUR LA FRANCE



FRANÇOIS
HOLLANDE

Madame, Monsieur,

Les 22 avril et 6 mai prochains, par votre vote, vous choisirez le chemin que notre pays empruntera pendant cinq ans.

Au quotidien, la crise se fait durement sentir.

Notre pays est confronté à un chômage record et s'enfonce dans la récession autant que dans l'austérité. L'industrie a été abandonnée depuis trop longtemps et nos agriculteurs n'arrivent plus à vivre de leur travail. Tout augmente : les soins et les mutuelles, le logement et les transports, le gaz et l'électricité. L'école et l'hôpital sont abîmés, les agents publics stigmatisés. Partout, l'insécurité gagne du terrain et la justice perd des moyens. Notre jeunesse est sacrifiée et devra faire face, si rien n'est fait, à un environnement dégradé, des retraites non financées, une dette considérable.

À cette situation, il y a des responsables. Il y a la finance, bien sûr, qui a pris le contrôle sur l'économie, la société et même nos vies. Il y a les politiques injustes et inefficaces menées depuis dix ans. Il y a les fautes économiques et morales du quinquennat finissant.

Mon devoir est de permettre le changement. Un vrai changement. Je suis candidat à l'élection présidentielle pour redonner confiance aux Français et faire redémarrer le progrès.

Ce qui est en cause, c'est la souveraineté de la République face aux marchés. Voilà pourquoi **je veux redresser la France**, redresser ses finances et son économie.

Le redressement est indispensable, mais il ne sera possible que dans la justice. Fiscalité, éducation, logement, santé, accès à l'énergie, sécurité, services publics, nouveaux droits, culture : l'âme de la France, c'est l'égalité.

Je veux redonner confiance dans l'avenir et retrouver la promesse républicaine, et d'abord pour notre jeunesse. En permettant à chaque génération de vivre mieux que la précédente. En ren-

dant l'État impartial et en faisant respecter la morale publique. En portant haut les valeurs de la France dans le monde.

Je me suis préparé à cette mission tout au long d'une vie dédiée au bien public. J'en connais la grandeur et la dureté. Je mesure l'ardeur qu'elle exige, autant que les sacrifices qu'elle impose. Oui, je suis prêt à conduire notre nation, à redresser la France et à rassembler les Français.

Ce changement, je le construirai avec vous. Les salariés et les entrepreneurs, les élus locaux et les partenaires sociaux, les associations et les citoyens doivent être mobilisés pour le bien public. Je renforcerai le Parlement. Je redonnerai à la justice les moyens d'accomplir son travail en toute indépendance. J'engagerai un nouvel acte de la décentralisation. Je ferai confiance aux forces vives du pays.

Un grand débat va se dérouler dans le pays. Pour lui donner tout son sens, j'ai voulu formuler des propositions précises, que je vous soumets. Ce sont mes engagements. Je les tiendrai.

SOMMAIRE

Je veux redresser la France	p.6
Je veux rétablir la justice	p.14
Je veux redonner espoir aux nouvelles générations	p.23
Je veux une République exemplaire et une France qui fasse entendre sa voix	p.31
Les chiffres	p.40



JE VEUX REDRESSER LA FRANCE

Je veux relancer la production, l'emploi et la croissance.

- 1 Je créerai une **Banque publique d'investissement**. À travers ses fonds régionaux, je favoriserai le développement des PME, le soutien aux filières d'avenir et la conversion écologique et énergétique de l'industrie. Je permettrai aux régions, pivots de l'animation économique, de prendre des participations dans les entreprises stratégiques pour le développement local et la compétitivité de la France. Une partie des financements sera orientée vers l'économie sociale et solidaire.
- 2 Je ferai des **PME une priorité**. Je mobiliserai l'épargne des Français, en créant un livret d'épargne industrie dont le produit sera entièrement dédié au financement des PME et des entreprises innovantes. Pour cela, je doublerai le plafond du livret développement durable, en le portant de 6 000 à 12 000 euros. Les PME, les TPE, les artisans et les commerçants auront, dans chaque région, un interlocuteur unique. Le crédit d'impôt recherche leur sera rendu plus simple et plus accessible. Je veillerai à ce que la commande publique leur soit bien ouverte, en toute indépendance et transparence.

- 3 Je favoriserai la production et l'emploi en France en orientant les financements, les aides publiques et les allègements fiscaux vers les entreprises qui investiront sur notre territoire, qui y localiseront leurs activités et qui seront offensives à l'exportation. À cet effet, je modulerai la fiscalité locale des entreprises en fonction des investissements réalisés. En parallèle, j'engagerai avec les grandes entreprises françaises un mouvement de relocalisation de leurs usines dans le cadre d'un contrat spécifique. J'instaurerai, pour les entreprises qui se délocalisent, un remboursement des aides publiques reçues. Une distinction sera faite entre les bénéfices réinvestis et ceux distribués aux actionnaires. Je mettrai en place trois taux d'imposition différents sur les sociétés : 35% pour les grandes, 30% pour les petites et moyennes, 15% pour les très petites.
- 4 Je soutiendrai le développement des nouvelles technologies et de l'économie numérique, levier essentiel d'une nouvelle croissance, et j'organiserai avec les collectivités locales et l'industrie la couverture intégrale de la France en très haut débit d'ici à dix ans.
- 5 Je préserverai le statut public des entreprises détenues majoritairement par l'État (EDF, SNCF,

La Poste...). Je demanderai à ce que soit adoptée, au sein de l'Union européenne, une directive sur la protection des services publics. Je protégerai les consommateurs pour rétablir la confiance des Français dans l'économie.



Je veux défendre l'agriculture française et soutenir la ruralité.

- 6 Je défendrai un budget européen ambitieux pour l'avenir de l'agriculture dans sa diversité, en particulier l'élevage, dans le cadre de la révision de la politique agricole commune. J'encouragerai la promotion de nouveaux modèles de production et de l'agriculture biologique. Je donnerai aux producteurs les moyens de s'organiser pour rééquilibrer les rapports de force au sein des filières face à la grande distribution. Je garantirai la présence des services publics locaux dans le monde rural. J'assurerai la protection de notre économie maritime et redonnerai à la pêche les moyens de sa modernisation. Je ferai de notre pays le leader européen des énergies marines renouvelables.



Je veux mettre les banques au service de l'économie.

- 7 Je séparerai les activités des banques qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi, de leurs opérations spéculatives. J'interdirai aux banques françaises d'exercer dans les paradis fiscaux. Il sera mis fin aux produits financiers toxiques qui enrichissent les spéculateurs et menacent l'économie. Je supprimerai les stock-options, sauf pour les entreprises naissantes, et j'encadrerai les bonus. Je taxerai les bénéfices des banques en augmentant leur imposition de 15 %. Je proposerai la création d'une taxe sur toutes les transactions financières ainsi que d'une agence publique européenne de notation.
- 8 Je garantirai l'épargne populaire par une rémunération du livret A supérieure à l'inflation et tenant compte de l'évolution de la croissance. Pour baisser les frais bancaires, une loi plafonnera le coût des services facturés par les banques. Pour lutter contre le surendettement, le crédit à la consommation sera encadré.



Je veux redresser nos finances publiques.

- 9 Le déficit public sera réduit à 3% du produit intérieur brut en 2013. Je rétablirai l'équilibre budgétaire en fin de mandat. Pour atteindre cet objectif, je reviendrai sur les cadeaux fiscaux et les multiples « niches fiscales » accordés depuis dix ans aux ménages les plus aisés et aux plus grosses entreprises. Cette réforme de justice permettra de dégager 29 milliards d'euros de recettes supplémentaires.
- 10 Un coup d'arrêt sera porté à la procédure de révision générale des politiques publiques et à l'application mécanique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Dès 2012, j'ouvrirai un cycle de concertation avec les organisations syndicales de la fonction publique sur tous les sujets : perspectives salariales ; lutte contre la précarité ; modes de nominations des emplois supérieurs de la fonction publique ; déroulement des carrières.



Je veux réorienter la construction européenne.

11 Je proposerai à nos partenaires un pacte de responsabilité, de gouvernance et de croissance pour sortir de la crise et de la spirale d'austérité qui l'aggrave. Je renégocierai le traité européen issu de l'accord du 9 décembre 2011 en privilégiant la croissance et l'emploi, et en réorientant le rôle de la Banque centrale européenne dans cette direction. Je proposerai de créer des euro-obligations. Je défendrai une association pleine et entière des parlements nationaux et européen à ces décisions. Cinquante ans après le traité de l'Élysée, je proposerai à notre partenaire l'élaboration d'un nouveau traité franco-allemand.

12 Je défendrai un budget européen (2014-2020) au service des grands projets d'avenir. Je soutiendrai la création de nouveaux outils financiers pour lancer des programmes industriels innovants, notamment dans les domaines des tech-

nologies vertes et des transports de marchandise ferroviaires. Et je militerai auprès de nos partenaires pour une Europe de l'énergie.

13 Je proposerai également une nouvelle politique commerciale pour faire obstacle à toute forme de concurrence déloyale et pour fixer des règles strictes de réciprocité en matière sociale et environnementale. Une contribution climat-énergie aux frontières de l'Europe viendra compléter cette stratégie. J'agirai, dans le cadre du G20, pour une parité plus équilibrée de l'euro vis-à-vis du dollar américain et du yuan chinois en proposant un nouvel ordre monétaire international.



JE VEUX RÉTABLIR LA JUSTICE

Je veux engager une grande réforme fiscale.

- 14 La contribution de chacun sera rendue plus équitable par une grande réforme permettant la fusion à terme de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans le cadre d'un prélèvement simplifié sur le revenu (PSR). Une part de cet impôt sera affectée aux organismes de sécurité sociale. Les revenus du capital seront imposés comme ceux du travail.
- 15 Je ferai contribuer les plus fortunés des Français à l'effort national en créant une tranche supplémentaire de 45% pour les revenus supérieurs à 150 000 euros par part. En outre, nul ne pourra plus tirer avantage des « niches fiscales » au-delà d'une somme de 10 000 euros de diminution d'impôt par an.
- 16 Je maintiendrai toutes les ressources affectées à la politique familiale. J'augmenterai de 25% l'allocation de rentrée scolaire dès la prochaine rentrée. Je rendrai le quotient familial plus juste en baissant le plafond pour les ménages les plus aisés, ce qui concernera moins de 5% des foyers fiscaux.
- 17 Je reviendrai sur les allègements de l'impôt sur la fortune institués en 2011 par la droite, en re-

levant les taux d'imposition des plus gros patrimoines. L'abattement sur les successions sera ramené à 100 000 euros par enfant et l'exonération en faveur des conjoints survivants sera conservée. Je renforcerai les moyens de lutter contre la fraude fiscale.



Je veux négocier une nouvelle réforme des retraites.

- 18 Je ferai en sorte que tous ceux qui ont 60 ans et qui auront cotisé la totalité de leurs années retrouvent le droit de partir à la retraite à taux plein à cet âge-là : ce principe sera mis en œuvre immédiatement. Une négociation globale s'engagera dès l'été 2012 avec les partenaires sociaux afin de définir, dans un cadre financier durablement équilibré, l'âge légal de départ à la retraite, la prise en compte de la pénibilité, le montant des pensions et l'évolution des recettes indispensables à la pérennité de notre système de retraite solidaire. J'engagerai aussi une réforme de la dépendance permettant de mieux accompagner la perte d'autonomie.



Je veux renouer avec l'excellence de notre système de santé et renforcer l'hôpital public.

- 19 Je réformerai la tarification pour mettre fin à l'assimilation de l'hôpital avec les établissements privés. Je le considérerai comme un service public et non comme une entreprise. Pour lutter contre les déserts médicaux, je favoriserai une meilleure répartition des médecins par la création de pôles de santé de proximité dans chaque territoire. Je fixerai un délai maximum d'une demi-heure pour accéder aux soins d'urgence. J'améliorerai la prise en compte de la santé publique, notamment en augmentant la part de rémunération forfaitaire des médecins généralistes.
- 20 Je sécuriserai l'accès aux soins de tous les Français en encadrant les dépassements d'honoraires, en favorisant une baisse du prix des médicaments et en supprimant le droit d'entrée dans le dispositif de l'aide médicale d'État.

- 21 Je proposerai que toute personne majeure en phase avancée ou terminale d'une maladie incurable, provoquant une souffrance physique ou psychique insupportable, et qui ne peut être apaisée, puisse demander, dans des conditions précises et strictes, à **bénéficier d'une assistance médicalisée pour terminer sa vie dans la dignité.**



Je veux faire construire plus de logements.

- 22 Dans les zones où les prix sont excessifs, je proposerai **d'encadrer par la loi les montants des loyers** lors de la première location ou à la relocation. Je mettrai en place pour les jeunes un dispositif de caution solidaire. J'agirai pour que soient construits au cours du quinquennat **2,5 millions de logements** intermédiaires, sociaux et étudiants, soit 300 000 de plus que lors du quinquennat précédent, dont 150 000 logements très sociaux, grâce au doublement du plafond du livret A. **Je renforcerai la loi SRU**, en multipliant par cinq les sanctions qui pèsent sur les communes refusant d'accueillir les ménages

aux revenus modestes et moyens. Je porterai à 25% les exigences en matière de construction de logements sociaux et je favoriserai la mixité sociale en imposant une règle des trois tiers bâtis : un tiers de logements sociaux locatifs à loyer modéré, un tiers de logements en accession sociale, un tiers de logements libres.

- 23 **Je mettrai gratuitement à disposition des collectivités locales les terrains de l'État** qui sont disponibles pour leur permettre de construire de nouveaux logements dans un délai de cinq ans.



Je veux faire prévaloir la justice au travail.

- 24 **Je lutterai contre la précarité** qui frappe avant tout les jeunes, les femmes et les salariés les moins qualifiés : à cette fin, j'augmenterai les cotisations chômage sur les entreprises qui abusent des emplois précaires. Je mettrai en place un dispositif de notation sociale obligeant les entreprises de plus de 500 salariés à faire certifier annuellement la gestion de leurs ressources humaines au regard de critères de qualité de l'emploi et de conditions de travail.

25 Je défendrai l'égalité des carrières professionnelles et des rémunérations entre les femmes et les hommes. Une loi sanctionnera les entreprises qui ne respectent pas cette règle, notamment par la suppression des exonérations de cotisations sociales. Un ministère des droits des femmes veillera notamment à son application effective.

26 J'imposerai aux dirigeants des entreprises publiques un écart maximal de rémunérations de 1 à 20.



Je veux réinstaurer la justice dans tous nos territoires, en métropole comme en outre-mer.

27 Je lancerai une nouvelle génération d'opérations de renouvellement urbain, je les compléterai par des actions de cohésion sociale en lien avec les collectivités et les associations, et je maintiendrai les services publics dans nos banlieues. J'augmenterai les moyens, notamment scolaires, dans les zones qui en ont le plus besoin et je rétablirai une présence régulière des services de police au contact des habitants.

28 Je relancerai la politique des transports pour lutter contre la fracture territoriale qui exclut une partie des habitants de l'accès aux emplois et aux services publics. Ma priorité sera d'apporter, tant en Ile-de-France que dans les autres régions, une réponse à la qualité de service des trains du quotidien et à la desserte des territoires enclavés, ainsi qu'au développement des plateformes multimodales.

29 J'encouragerai un nouveau modèle de développement de l'outre-mer, comportant un programme d'investissements et une action prioritaire pour l'emploi et la formation des jeunes. Je lutterai sans concession contre les monopoles et les marges abusives pour réduire la vie chère. Je créerai un ministère de l'outre-mer rattaché au Premier ministre et une cité de l'outre-mer en Ile-de-France.

Je veux lutter sans concession contre toutes les discriminations et ouvrir de nouveaux droits.

30 Je lutterai contre le « délit de faciès » dans les contrôles d'identité par une procédure respectueuse des citoyens, et contre toute discrimination à l'embauche et au logement. Je combattrai en permanence le racisme et l'antisémitisme.

31 J'ouvrirai le droit au mariage et à l'adoption aux couples homosexuels.

32 Je garantirai l'existence d'un volet handicap dans chaque loi. Et je renforcerai les sanctions en cas de non-respect des 6% de travailleurs handicapés dans les entreprises, les services publics et les collectivités locales.



JE VEUX REDONNER ESPOIR
AUX NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Je veux combattre le chômage, qui frappe particulièrement les jeunes et les seniors.

- 33 Je proposerai un **contrat de génération** pour permettre l'embauche par les entreprises, en contrat à durée indéterminée, de jeunes, accompagnés par un salarié plus expérimenté, qui sera ainsi maintenu dans l'emploi jusqu'à son départ à la retraite. Ce « tutorat » permettra de préserver des savoir-faire et d'intégrer durablement les jeunes dans la vie professionnelle.
- 34 Je créerai **150 000 emplois d'avenir** pour faciliter l'insertion des jeunes dans l'emploi et l'action des associations, en priorité dans les quartiers populaires. Je reviendrai sur la défiscalisation et les exonérations de cotisation sociale sur les heures supplémentaires, sauf pour les très petites entreprises.
- 35 Je mettrai en place, en concertation avec les partenaires sociaux, la **sécurisation des parcours professionnels**, pour que chaque salarié puisse se maintenir dans l'entreprise ou l'emploi et accéder à la formation professionnelle. Le financement de la formation sera concentré sur les publics les plus fragiles, les moins formés et les chômeurs. Je renforcerai

les moyens de Pôle emploi. Pour dissuader les licenciements boursiers, nous renchérirons le coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes ou rachètent leurs actions, et nous donnerons aux ouvriers et aux employés qui en sont victimes la possibilité de saisir le tribunal de grande instance dans les cas manifestement contraires à l'intérêt de l'entreprise.



Je veux remettre l'éducation et la jeunesse au cœur de l'action publique.

- 36 Je créerai en cinq ans **60 000 postes supplémentaires dans l'éducation**. Ils couvriront tous les métiers. Je mettrai en place un prérecrutement des enseignants avant la fin de leurs études. Pour tous, je rétablirai une formation initiale digne de ce nom.
- 37 Je ferai en sorte que les enfants de moins de trois ans puissent être accueillis en maternelle. Je donnerai la priorité à l'acquisition des savoirs fondamentaux et d'un socle commun de compétences et de connaissances. Nous

transformerons, avec les enseignants, les méthodes pédagogiques. Les élèves les plus en difficulté bénéficieront d'un accompagnement personnalisé pour que, à la fin du quinquennat, le nombre de jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire soit divisé par deux. Je renforcerai et valoriserai les filières d'enseignement professionnel et technologique. Je veux lutter contre la précarité des jeunes. J'offrirai à tout jeune déscolarisé de 16 à 18 ans une solution de formation, d'apprentissage ou un service civique.

38 Dans l'affectation des nouveaux personnels, **ma priorité ira aux écoles maternelles et primaires**, car c'est là que les premières difficultés se manifestent et que l'échec scolaire se forme, ainsi qu'aux zones en difficulté. Dans l'intérêt de nos enfants, je reverrai les rythmes scolaires, qui n'ont aucun équivalent en Europe.

39 **Je réformerai les premiers cycles de l'enseignement supérieur**, en décroissant les filières à l'université afin d'éviter une spécialisation trop précoce des étudiants, en renforçant les passerelles entre toutes les formations du supérieur, notamment entre universités et grandes écoles. Je réformerai la loi LRU pour garantir une autonomie réelle des établissements, avec

des moyens et une gouvernance plus collégiale et démocratique. Je créerai une allocation d'études et de formation sous conditions de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. J'encadrerai les stages pour empêcher les abus. Je donnerai une impulsion aux échanges entre universités françaises et étrangères. J'abrogerai la circulaire sur les étudiants étrangers. Je simplifierai l'organisation du financement de la recherche, notamment pour que les chercheurs et les enseignants-chercheurs puissent se consacrer à leurs véritables tâches. J'accélérerai la mise en œuvre des Investissements d'avenir et je veillerai, en favorisant les coopérations et les mises en réseau, à ce que ne se constituent pas de déserts universitaires et scientifiques.

40 **Je garantirai pour tous les jeunes, valides ou non, la possibilité de pratiquer le sport** dans un club ou une association. Je renforcerai la solidarité de l'économie du secteur professionnel vers le secteur amateur. Je m'appuierai sur le mouvement sportif pour organiser en France de grandes compétitions internationales.



Je veux faire de la France la nation de l'excellence environnementale.

41 Je préserverai l'indépendance de la France tout en diversifiant nos sources d'énergie. J'engagerai la réduction de la part du nucléaire dans la production d'électricité de 75% à 50% à l'horizon 2025, en garantissant la sûreté maximale des installations et en poursuivant la modernisation de notre industrie nucléaire. Je favoriserai la montée en puissance des énergies renouvelables en soutenant la création et le développement de filières industrielles dans ce secteur. La France respectera ses engagements internationaux pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Dans ce contexte, je fermerai la centrale de Fessenheim et je poursuivrai l'achèvement du chantier de Flamanville (EPR).

42 Je ferai adopter une nouvelle tarification progressive de l'eau, de l'électricité et du gaz afin de garantir l'accès de tous à ces biens essentiels et d'inciter à une consommation

responsable. Elle permettra de faire sortir de la précarité énergétique 8 millions de Français.

43 Je lancerai un vaste plan qui permettra à 1 million de logements par an de bénéficier d'une isolation thermique de qualité. Seront ainsi créés des dizaines de milliers d'emplois. Les économies de chauffage qui en découleront redonneront du pouvoir d'achat aux ménages.



Je veux soutenir l'accès à la culture et la création artistique.

44 Je lancerai un plan national d'éducation artistique. Je soutiendrai la création et la diffusion qui sont le levier de l'accès de tous à la culture. J'établirai entre l'État et les collectivités locales des contrats visant à doter le territoire d'un maillage culturel mieux coordonné et plus efficace. Je ferai voter une loi d'orientation sur le spectacle vivant et je reprendrai le chantier du Centre national de la musique, pour en faire un outil au service de la diversité culturelle. Je reviendrai à un taux de TVA à 5,5% pour le livre

et la billetterie, et je lutterai pour la survie des librairies indépendantes.

45 Je remplacerai la loi Hadopi par une grande loi signant l'acte 2 de l'exception culturelle française, qui conciliera la défense des droits des créateurs et un accès aux œuvres par internet facilité et sécurisé. La lutte contre la contrefaçon commerciale sera accrue en amont, pour faire respecter le droit d'auteur et développer les offres en ligne. Les auteurs seront rémunérés en fonction du nombre d'accès à leurs œuvres grâce à un financement reposant sur les acteurs économiques qui profitent de la circulation numérique des œuvres.



**JE VEUX UNE RÉPUBLIQUE
EXEMPLAIRE ET UNE FRANCE
QUI FASSE ENTENDRE SA VOIX**

Je veux défendre et promouvoir la laïcité.

- 46 Je proposerai d'inscrire les principes fondamentaux de la loi de 1905 sur la laïcité dans la Constitution en insérant, à l'article 1^{er}, un deuxième alinéa ainsi rédigé : « La République assure la liberté de conscience, garantit le libre exercice des cultes et respecte la séparation des Églises et de l'État, conformément au titre premier de la loi de 1905, sous réserve des règles particulières applicables en Alsace et Moselle. »



Je veux que la prochaine présidence soit celle de l'impartialité de l'État, de l'intégrité des élus et du respect des contre-pouvoirs.

- 47 Je réformerai le statut pénal du chef de l'État. Je réduirai de 30% la rémunération du président de la République et des ministres. Les anciens présidents de la République ne siégeront plus au Conseil constitutionnel.

- 48 J'augmenterai les pouvoirs d'initiative et de contrôle du Parlement, notamment sur les nominations aux plus hauts postes de l'État afin de les rendre irréprochables. Je ferai voter une loi sur le non-cumul des mandats. Je renforcerai la parité entre les femmes et les hommes en alourdissant les sanctions financières contre les partis politiques qui ne la respectent pas. J'introduirai une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale.
- 49 Je porterai la durée d'inéligibilité des élus condamnés pour faits de corruption à dix ans.
- 50 J'accorderai le droit de vote aux élections locales aux étrangers résidant légalement en France depuis cinq ans. Je conduirai une lutte implacable contre l'immigration illégale et les filières du travail clandestin. Je sécuriserai l'immigration légale. Les régularisations seront opérées au cas par cas sur la base de critères objectifs.
- 51 La désignation des responsables des chaînes publiques de télévision et de radio dépendra d'une autorité indépendante et non plus du chef de l'État ou du gouvernement. Je préserverai l'indépendance de l'AFP et je renforcerai la loi sur la protection des sources.

Je veux donner à la police et à la justice les moyens de nous protéger.

- 52 Je mettrai en œuvre une **nouvelle sécurité de proximité** assurée par la police dans nos quartiers et la gendarmerie dans les territoires ruraux. Je créerai des zones de sécurité prioritaires où seront concentrés davantage de moyens. Je doublerai le nombre de centres éducatifs fermés pour les mineurs condamnés par la justice en les portant à 80 durant le quinquennat. Je créerai, chaque année, 1 000 postes supplémentaires pour la justice, la police et la gendarmerie.
- 53 Je **garantirai l'indépendance de la justice** et de tous les magistrats : les règles de nomination et de déroulement de carrière seront revues à cet effet ; je réformerai le Conseil supérieur de la magistrature. J'interdirai les interventions du gouvernement dans les dossiers individuels. Je remettrai à plat la procédure pénale pour la rendre efficace dans le respect des principes fondamentaux de l'Etat de droit. L'accès à la justice de proximité pour tous les litiges portant sur des aspects essentiels de la vie quotidienne des Français sera facilité. Les peines prononcées seront toutes effectivement exécutées et les prisons seront conformes à nos principes de dignité.



Je veux donner un nouvel élan à notre démocratie.

- 54 J'engagerai une **nouvelle étape de la décentralisation** en associant les élus locaux. Je ferai voter une loi sur le renforcement de la démocratie et des libertés locales. Elle prévoira notamment l'abrogation du conseiller territorial et la clarification des compétences. Un pacte de confiance et de solidarité sera conclu entre l'État et les collectivités locales garantissant le niveau des dotations à leur niveau actuel. Je réformerai la fiscalité locale en donnant plus d'autonomie aux communes, aux départements et aux régions, en contrepartie d'une plus grande responsabilité. Une véritable péréquation sera mise en œuvre.
- 55 Tout **texte de loi concernant les partenaires sociaux devra être précédé d'une concertation avec eux**. Je ferai modifier la Constitution pour qu'elle reconnaisse et garantisse cette nouvelle

forme de démocratie sociale. Dès l'été 2012, je réunirai une grande conférence économique et sociale qui sera saisie des priorités du quinquennat. Je permettrai la présence des représentants des salariés dans les conseils d'administration et dans les comités de rémunération des grandes entreprises.

- 56 Je ferai ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.



Je veux porter haut la voix et les valeurs de la France dans le monde.

- 57 Je soutiendrai la mise en place d'une Organisation mondiale de l'environnement et d'une véritable gouvernance de la mondialisation autour du G20, des organisations régionales et des Nations unies. Je resserrerai nos liens avec les grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil...). J'agirai pour une aide accrue aux pays en développement et pour un renouveau du multilatéralisme. Je plaiderai pour une réforme de l'ONU, notamment l'élargissement du Conseil de

sécurité, au sein duquel la France gardera son siège et son droit de veto.

- 58 Je développerai la relation de la France avec les pays de la rive sud de la Méditerranée sur la base d'un projet économique, démocratique et culturel. Je romprai avec la « Françafrique », en proposant une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité. Je relancerai la francophonie. Je prendrai les mesures nécessaires pour accompagner nos compatriotes établis hors de France, notamment en matière d'enseignement, en fonction de leurs revenus.
- 59 J'engagerai un retrait immédiat de nos troupes d'Afghanistan : il n'y aura plus de troupes françaises dans ce pays à la fin de l'année 2012. Je prendrai des initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine. Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien.
- 60 Je maintiendrai une ambition nationale élevée pour notre outil de défense, et je serai très vigilant dans l'action contre le terrorisme. Je fixerai un cap à nos forces armées, en conservant les deux composantes de notre dissuasion nucléaire, et en resserrant les liens entre l'armée et la na-

tion. Je veillerai à ce que les armées disposent des moyens de leur mission et d'une organisation performante. Je relancerai une politique industrielle de défense ambitieuse. Je m'attacherai à ce que l'Otan retrouve sa vocation initiale : la préparation de la sécurité collective.

Madame, Monsieur,

Socialiste, je veux porter l'espoir
pour tous les Français.

Républicain, je veux
rassembler toute la France.

Avec vous, je serai le président
du changement.

Le changement, c'est maintenant.

Ensemble nous redresserons la France

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'N. Sarkozy', written over a horizontal line.

LES CHIFFRES

Mon projet se fonde sur des hypothèses de croissance de notre économie, à la fois prudentes et réalistes. La croissance, très dégradée par la politique menée ces dernières années, pourra atteindre de 2 à 2,5% en fin de mandat.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Hypothèse de croissance	0,5%	1,7%	2%	2-2,5%	2-2,5%	2-2,5%

Pour maîtriser et diminuer l'endettement de la France, que la droite a doublé en dix ans, je ramènerai les finances publiques à l'équilibre, en respectant l'engagement de 3% de déficit par rapport au PIB en 2013.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Objectif de baisse du déficit	- 4,5%	- 3%	- 2,3%	- 1,6%	- 0,8%	+ 0%
Objectif de désendettement	88,7%	88,6%	87,6%	85,8%	83,4%	80,2%

La dépense publique sera maîtrisée. Les prélèvements obligatoires seront inférieurs à 47%, chiffre comparable à celui affiché par la majorité sortante.

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Évaluation de la dépense publique	56,5%	56,3%	55,8%	55,3%	54,6%	53,9%
Évaluation du taux de prélèvements obligatoires	45,1%	46,5%	46,6%	46,8%	46,8%	46,9%

En dix ans la droite a accordé aux ménages les plus aisés et aux grandes entreprises plus de 50 milliards d'euros de cadeaux fiscaux qui ont creusé la dette et accru les inégalités sans aucun bénéfice pour la croissance et l'emploi. Pour rétablir les finances publiques, j'en annulerai 29 milliards, équitablement répartis entre les ménages et les entreprises.

Pour mettre en œuvre mes priorités, j'engagerai des mesures nouvelles pour un montant de 20 milliards d'euros à l'horizon de l'année 2017. Ces politiques seront équilibrées par des réductions de dépenses ou par un financement spécifique. Par exemple, 5 milliards d'euros seront consacrés au soutien à l'industrie et aux PME, mais les avantages fiscaux accordés actuellement aux très grandes entreprises et au secteur financier diminueront. 5 milliards d'euros seront destinés à soutenir l'emploi des jeunes et à lutter contre le chômage, mais les dépenses encourageant les entreprises à augmenter le recours aux heures supplémentaires seront supprimées. Je maîtriserai les dépenses de l'État : toute nouvelle dépense sera financée par des économies et le nombre total des fonctionnaires de l'État n'augmentera pas.

Par cette stratégie globale, nous redresserons la France avec sérieux et ambition.

ALORS, OÙ EN SOMMES-NOUS MAINTENANT ? ON NOUS DIT QUE PLUS RIEN N'EST POSSIBLE. ON NOUS DIT QU'ON NE PEUT RIEN FACE À LA DETTE, FACE AUX MARCHÉS FINANCIERS, FACE AU RESTE DU MONDE. ON NOUS DIT QUE NOS ENFANTS AURONT UNE VIE MOINS FACILE QUE LEURS PARENTS. ON NOUS DIT QU'ON N'A PLUS D'AUTRE CHOIX QUE DE SUBIR. ALORS QUE C'EST JUSTEMENT POUR TOUTES CES RAISONS QUE C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT AGIR. C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT RELEVER LA TÊTE, C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT FAIRE LES BONS CHOIX, C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT REPRENDRE CONFIANCE EN NOUS, C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT SE DONNER TOUTES LES CHANCES DE RÉUSSIR, C'EST MAINTENANT QUE NOUS AVONS UNE CHANCE À SAISIR.

Ne pas jeter sur la voie publique.



PGE 94160

LE CHANGEMENT
C'EST MAINTENANT

FRANÇOIS
HOLLANDE
2012



francoishollande.fr